

**CSV**

**Chrëschtlech Sozial  
Vollekspartei**



Programme électoral sur  
la politique européenne  
du Parti Chrétien Social

## La politique européenne est une politique de l'intérieur

Le temps, où les questions européennes étaient exclusivement de la compétence des affaires étrangères, est révolu. Aujourd'hui, la politique européenne intervient dans des aspects essentiels du domaine national: le social, l'environnement, l'agriculture, les finances, l'économie . . . .

C'est pourquoi le CSV veillera à ce que les décisions sur le plan européen tiennent compte des intérêts spécifiques du Luxembourg. Pour atteindre ce but, le CSV dispose de responsables politiques compétents, qui connaissent les besoins du Luxembourg, qui sont respectés en Europe et qui peuvent en conséquence défendre la position de notre pays aussi bien au Conseil des Ministres européens qu'au Parlement européen.

Staark fir Lëtzebuerg  
Staark an Europa



## La politique européenne est une politique de paix

Après des siècles de guerres meurtrières, l'Union européenne nous a apporté 50 années de paix et de liberté. Les hommes d'Etat du CSV (de Joseph Bech et Pierre Werner à Jacques Santer et Jean-Claude Juncker) ont contribué essentiellement à cette oeuvre.

Maintenant, il importe de consolider cet acquis et de compléter le principe " plus jamais de guerre" par le complément "plus jamais de séparations en Europe". C'est la nouvelle génération de responsables politiques du CSV qui mettra en œuvre ce pari sur l'avenir.

Le CSV voit dans l'élargissement de l'Union une obligation envers les citoyens, ainsi que la chance historique de pouvoir reconcilier le continent européen avec lui-même et d'offrir ainsi une garantie de paix supplémentaire aux générations futures.

Le CSV s'engagera à ce que l'élargissement de l'UE se fasse par étapes, selon des critères déterminés et objectifs, pour que ce processus ne mette pas en danger la cohérence de l'Union et ne provoque pas de part et d'autre des problèmes économiques et sociaux.


## La politique européenne est une politique sociale

Pour le CSV, le développement du modèle social européen est un des éléments importants de la politique européenne. Dans ce contexte, l'efficacité économique doit s'allier au contreponds social. Il va sans dire qu'un des buts prioritaires du CSV est la lutte contre le chômage.

Les principes élaborés lors du Sommet européen sur l'emploi à Luxembourg doivent être suivis d'actions concrètes et non se limiter à des déclarations solennelles. Dans ce sens, le CSV s'engage e.a. pour un revenu minimum européen et sollicite des prescriptions minimales pour le droit du travail, en vue d'éviter le dumping social.

Au Luxembourg, le CSV a créé le Ministère de la Promotion féminine pour promouvoir activement la situation des femmes. De même, au niveau de l'UE, le CSV s'engage pour que dans tous les domaines l'égalité des chances des femmes et des hommes soit respectée et mise en pratique.

Pour le CSV, la politique sociale doit pratiquer également la solidarité avec les personnes désavantagées. C'est pourquoi le CSV veillera à ce que la lutte contre la pauvreté devienne une préoccupation européenne.



## La politique européenne prône la solidarité

## La politique européenne mène au progrès économique

A part le développement du modèle social européen, il importe également de pratiquer la solidarité des régions riches avec les régions économiquement faibles de l'Europe.

Une solidarité analogue doit être accordée aux pays-candidats, pour les rapprocher par étapes au niveau de développement des pays-UE.

L'Europe riche doit soutenir les pays pauvres du Tiers-Monde. Le CSV, qui a veillé à relever fortement la contribution luxembourgeoise à l'aide au développement, s'engage de même au plan européen à intensifier l'aide aux pays pauvres. Ainsi, le CSV investira primordialement dans des programmes d'aide concrets et soutiendra dans ce sens l'action des organisations d'aide non-gouvernementales. Le CSV s'engagera de même pour le contrôle et la transparence de l'aide au développement.

Pour le CSV, "solidarité" signifie également "promotion des Droits de l'homme" dans le cadre des relations internationales. Dans cet ordre d'idées, il est évident que l'asyle est un droit pour tous ceux qui fuient la persécution, la guerre et la terreur. C'est la raison pour laquelle, le CSV veut une politique d'asyle équilibrée

L'économie sociale de marché, en équilibre entre l'économique et le social, représente pour le CSV la base du progrès économique, qui devra être, dans tous les Etats-membres, consolidée par une politique responsable en matière de finances et de budgets.

Des responsables politiques du CSV ont rendu possible la création de l'Euro. Ils veilleront maintenant à ce que la Monnaie unique poursuive la route du succès.

Ils veilleront également à la consolidation de la place financière luxembourgeoise. Le CSV approuve une concurrence loyale en matière de systèmes fiscaux, refuse cependant une harmonisation, qui se limite uniquement aux impôts sur les revenus des capitaux. Il est par contre indispensable de lutter contre le dumping fiscal, spécialement dans le domaine de la fiscalité des entreprises. Pour qu'à l'avenir les questions fiscales puissent trouver une solution en accord avec le Luxembourg, le CSV maintient, dans ce domaine, le principe de l'unanimité.

En matière agricole, le CSV veut maintenir les entreprises familiales. C'est dans ce sens qu'il s'engage dans la politique agricole européenne. La protection des produits naturels, surtout viti-vinicole, reste une priorité de la politique du CSV.

## La politique européenne est une politique de sécurité



Si, par suite de la réforme des fonds structurels, des programmes européens d'aide aux régions rurales ne seraient plus applicables au Luxembourg, le CSV se propose de continuer les initiatives positives sur un plan national.

Pour le CSV, l'avenir du développement économique est principalement le fait des Petites et Moyennes Entreprises. C'est pourquoi, le CSV s'engage à ce que les entraves à la libre circulation des biens et des services qui subsistent encore soient éliminées et que le développement des Petites et Moyennes Entreprises soit favorisé.

La lutte contre la criminalité internationale ne peut être que transfrontalière. C'est la raison pour laquelle le CSV est prêt à abandonner certaines prérogatives nationales, afin de rendre plus efficace la collaboration européenne en matière de lutte contre la criminalité et de renforcer de ce fait notre sécurité. La lutte contre la traite des êtres humains, la pédophilie, le trafic des drogues, la corruption etc ... doit être renforcée au niveau européen. Pour atteindre ce but, le CSV plaide pour une coopération policière et justitielle renforcée ainsi que pour un certain rapprochement des législations pénales.

La sécurité externe est également d'importance. Pour répondre à son rôle sur l'échiquier mondial, ainsi que pour aider à assurer la paix également en dehors de l'Europe, l'Union doit parler d'une seule voix et être considérée au sein des institutions internationales comme l'unique représentation européenne. Le CSV s'engage à ce que la politique étrangère de l'Union soit dotée des instruments diplomatiques et militaires indispensables à son efficacité. A ce propos, la coopération avec l'OTAN est d'une importance décisive. Pour le CSV, l'action de politique extérieure de l'Union doit se fonder sur le droit, la paix, la justice et la solidarité.

## La politique européenne protège l'environnement et les consommateurs

## La politique européenne est une politique de la culture

Le CSV veut une Europe propre, qui transmettra aux générations futures une nature largement intacte. C'est pourquoi le CSV, dans l'esprit du développement durable, prône une réglementation européenne sur la propreté de l'air, de la terre et de l'eau, sur la protection de la faune et de la flore ainsi que sur la sauvegarde des paysages.



Le CSV considère aussi que des actions européennes pour la sauvegarde de la santé publique sont d'importance. La crise de la vache folle a démontré que le contrôle conséquent de la sécurité alimentaire doit être garanti. A cela s'ajoute la sécurité des produits et la protection des intérêts des consommateurs dans une politique européenne au service des citoyens.

Il n'y a pas de culture européenne uniforme. C'est la diversité culturelle qui constitue une des véritables richesses des Européens. Pour le CSV, il s'agit de préserver cette pluralité et de la transmettre aux générations futures.

Dans cet ordre d'idées, les "petites" cultures doivent être respectées et soutenues, dans le droit sens d'une politique de subsidiarité équilibrée. Le CSV s'engage également à sauvegarder la spécificité des produits régionaux et les méthodes de production artisanale.

Au delà, il faudra communiquer aux générations futures les valeurs communes de la société humanistique européenne. Cela comprend e.a. le respect de l'individu et de la famille, la solidarité ainsi que la responsabilité de chacun envers la communauté.



## La politique européenne est une politique régionale

On doit résoudre les problèmes au niveau qui permet la plus grande efficacité: local, national, régional ou européen. De l'avis du CSV, la politique régionale relève de la plus haute importance. Le CSV continuera à promulguer la collaboration au sein de la Grande Région, afin d'aborder les problèmes transfrontaliers au contact étroit avec les citoyens.

Le CSV examinera attentivement la question fondamentale, qui consiste à voir quels problèmes doivent être transférés au niveau de l'Union, et quels autres sont susceptibles de trouver une solution nationale ou régionale. En ce sens, le CSV veillera à ce que l'administration de l'UE ne se transforme pas en super-puissance bureaucratique.

## L'Europe a besoin d'institutions efficaces

En vue d'atteindre les buts envisagés et de réaliser les projets en commun, l'Europe a besoin d'institutions efficaces, surtout dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune.

Le CSV va collaborer à l'amélioration des institutions européennes. Il va sans dire, que toute réforme institutionnelle devra respecter la place accordée aux petits Etats-membres.

Dans ce sens, le CSV insiste pour que le Luxembourg dispose aussi à l'avenir d'un membre de la Commission.

Le CSV est d'accord avec l'abolition par étapes du principe du vote à l'unanimité (à l'exclusion des questions se rapportant directement aux intérêts nationaux). Le CSV veut aussi un renforcement des procédures de codécision ainsi que des moyens de contrôle plus efficaces pour le Parlement européen, qui, en tant que représentant direct des citoyens européens, mérite respect et réévaluation.

